

« Les métropoles agissent, aux Etats de suivre leur exemple

»

Tribune de Bertrand Delanoë *

(*Libération*, 17 septembre 2010)

Face au défi environnemental, dire que les proclamations ne suffisent plus relève presque du lieu commun. Et pourtant, l'échec de Copenhague rend plus urgent que jamais un changement profond, par les actes. A ceux qui en doutent encore, l'été qui s'achève est venu livrer deux exemples des conséquences politiques du dérèglement climatique si l'inertie des gouvernements devait perdurer. En Russie, ce sont de terribles incendies liés à une sécheresse exceptionnelle qui ont menacé des installations nucléaires, dessinant les contours d'une catastrophe d'ampleur internationale. Et au Pakistan, la faible réactivité de l'Etat face au drame de populations confrontées à des inondations sans précédent, a conduit les intégristes islamistes à s'engager efficacement sur le terrain humanitaire, «marquant des points» auprès de familles sinistrées. Le défi environnemental désigne donc bien un enjeu immédiat, dont nul ne doit négliger les multiples aspects. Chaque acteur est concerné et personne ne doit échapper à cette indispensable mobilisation. Les villes, en particulier, où vivent plus de la moitié des êtres humains.

Les métropoles sont sans doute les premières à avoir initié une véritable démarche stratégique, au service d'une action concrète. En particulier à travers l'élaboration de «plans climats» qui fixent des critères ambitieux et permettent d'agir sur tous les leviers : diversification des modes de transports, covoiturage, autopartage, amélioration du bâti, développement volontariste des énergies renouvelables et préservation de la biodiversité. L'échange avec Walter Veltroni nous conduira sans doute à évoquer plusieurs projets innovants qui illustrent cet engagement des villes. A Paris, pour ne citer que deux exemples, nous finançons un important programme de réhabilitation de logements sociaux, afin d'en améliorer la performance énergétique. Cette opération concerne 4 500 appartements chaque année, jusqu'en 2020, ce qui influe aussi de manière très positive sur la facture d'énergie dont s'acquittent les locataires.

Mais je citerai un autre de nos objectifs : afin que 25% de notre énergie provienne des énergies renouvelables d'ici neuf ans, nous développons une politique de diversification des sources, qu'il s'agisse du solaire, du micro-éolien ou encore de la géothermie. Sur ce dernier point, un important puits de géothermie a été créé au nord-est de Paris destiné à chauffer 12 000 logements à terme. Et cette technique est également à l'étude pour l'éco-quartier des Batignolles, dans le XVII^e arrondissement.

Ces quelques chantiers signent une démarche tournée vers des évolutions profondes, au service du résultat. Ils sont emblématiques des échanges et du partage d'expériences qui rythment désormais les relations entre collectivités sur la scène internationale.

Président l'association des villes mondiales CGLU, j'ai en effet souhaité avec mes collègues, que se développent et s'intensifient de tels partenariats. Car comment concevoir une réponse efficace aux causes du dérèglement climatique, hors d'une action conçue à cette échelle ?

Dans l'appel qu'avec une quinzaine de maires de toute nationalité, nous avons lancé

l'année dernière, peu avant le sommet de Copenhague, cette dimension était d'ailleurs centrale : inviter les gouvernements à un engagement clair sur leurs objectifs de réduction des émissions de CO₂, insister sur la nécessité d'une vraie solidarité avec l'Afrique, et assumer des mécanismes contraignants afin d'assurer le respect des objectifs fixés.

D'évidence, si les pouvoirs locaux n'ont pas été entendus, les questions qu'ils soulevaient demeurent plus que jamais d'actualité. Ce combat continue. Vital, par définition. Et sans nul doute, il sera aussi au cœur de la réflexion à laquelle mon ami Walter Veltroni et moi-même sommes conviés.

* Bertrand Delanoë est maire de Paris